

L'Allemagne, la Russie et l'énergie

19/03/2007

Le 1er janvier 2007, l'Allemagne a succédé à la Finlande à la présidence de l'Union européenne. Le gouvernement allemand a présenté un programme de travail intitulé "Ensemble, nous réussissons l'Europe" (Europa gelingt gemeinsam) couvrant différents domaines d'action, dont la politique énergétique. Le Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 a été l'occasion d'aborder la thématique de l'énergie, mais ses conclusions restent partielles et ne permettent pas véritablement d'y voir clair quant aux réponses à apporter pour faire face aux principaux défis énergétiques des quinze prochaines années. Les 27 membres de l'Union sont, en effet, tombés d'accord sur une série d'objectifs pour lutter contre le réchauffement climatique. Priorité a été donnée aux énergies renouvelables. Quelques objectifs chiffrés ont été fixés sur la base d'un 3x20 + 10 d'ici 2020 :

- Les 27 se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020 par rapport à 1990.
- Ils ont arrêté un quota obligatoire de 20% d'énergies renouvelables (éoliennes, hydrauliques, géothermiques, solaires ou issues de la biomasse) de l'ensemble de la consommation énergétique européenne d'ici 2020.
- 20% de la consommation énergétique européenne devra être économisée d'ici 2020.
- La part des biocarburants devra atteindre 10% de la consommation totale des carburants d'ici 2020.
- Plus novatrice, la contribution de l'énergie nucléaire à la réduction des gaz à effet de serre a pour la première fois été explicitement citée dans les conclusions du Conseil, malgré l'opposition vigoureuse de quelques pays, dont l'Irlande et l'Autriche, à toute mention de cette nature.

Ces objectifs sont en accord avec les précédentes propositions de la Commission européenne (une politique énergétique ciblée et contraignante) et celles fixées par la présidence allemande en janvier [\[2\]](#), mais le Conseil n'a, en aucun cas, tranché sur les trois thèmes énergétiques les plus politiques, se contentant de simples déclarations d'intention sur la sécurité d'approvisionnement, les relations avec les pays tiers et la nature et l'ampleur des investissements à consentir pour garantir les objectifs fixés par le Conseil en matière de limitation de la consommation et de réduction des gaz à effet de serre, laissant ces objectifs à la libre appréciation des Etats membres.

Force est de constater qu'une place large est accordée aux questions environnementales, même si on retrouve en filigrane quelques termes de la problématique énergétique européenne, comme la diversification des sources, reflétant en cela la position et les attentes de la majorité de l'opinion publique allemande depuis une vingtaine d'années à l'égard des questions énergétiques. D'autres thématiques, comme le dialogue avec les pays producteurs, le transit des produits ou les relations avec la Russie, passent de facto au second plan [\[3\]](#).

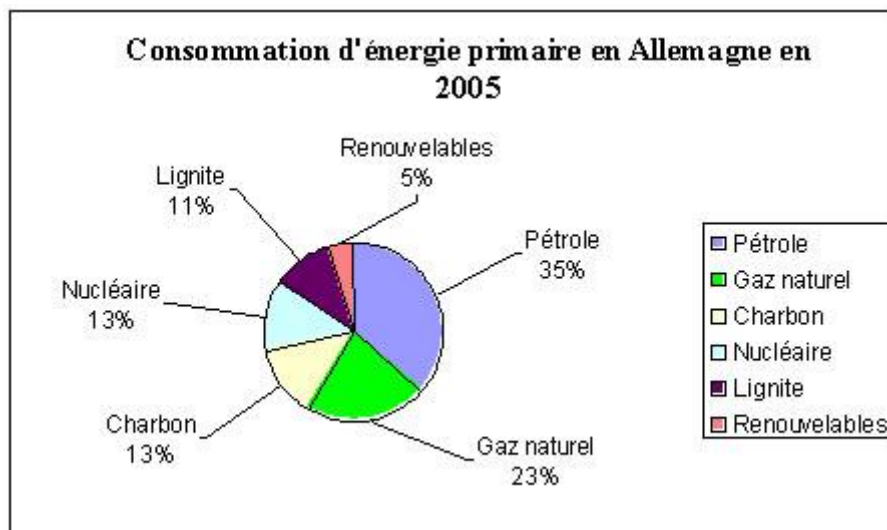
Toutefois, même si les questions d'environnement semblent prendre le pas sur les problématiques de nature plus industrielle et politique, certaines déclarations récentes et les dernières visites d'Angela Merkel [\[4\]](#) à Vladimir Poutine montrent malgré tout ce que sont les vraies préoccupations du gouvernement allemand et de l'Union européenne. Celle-ci s'inquiète des risques d'une dépendance énergétique accrue de l'Europe en général et de l'Allemagne en particulier dans les prochaines années à l'égard d'une Russie imprévisible et soucieuse d'utiliser l'arme énergétique comme un moyen de pression majeur sur son premier client et partenaire. La Russie exporte près de 60% de sa production de pétrole et 88% de sa production de gaz vers l'Union européenne et l'Union européenne couvre pour sa part 15% de ses besoins pétroliers et 30% de ses besoins gaziers.

Toutefois, selon le comité d'études des relations franco-allemandes, "la présidence allemande prône l'utilisation des énergies renouvelables dans un souci de diversification des sources d'approvisionnement et une libéralisation des marchés de l'énergie. Par ailleurs, une politique étrangère énergétique doit fournir un cadre de dialogue entre l'Union européenne et ses principaux pays fournisseurs et de transit. L'approfondissement du dialogue énergétique avec la Russie, jugé essentiel, sera au cœur des négociations sur le nouvel Accord de partenariat et de coopération qui débiteront sous la présidence allemande". [\[5\]](#) Par delà, certaines positions ou déclarations officielles destinées à donner un contenu

"écologiquement correct" à la présidence allemande, il est tout à fait clair que l'Allemagne reste d'abord préoccupée par la situation politique de la Russie et par ses capacités à approvisionner l'Europe en hydrocarbures, sans interruption technique ou chantage politique. Cette attitude des autorités allemandes, qui pourrait paraître a priori ambiguë, peut, en réalité, s'expliquer par la position très spécifique de l'Allemagne à l'égard de la Russie dans le secteur de l'énergie [6].

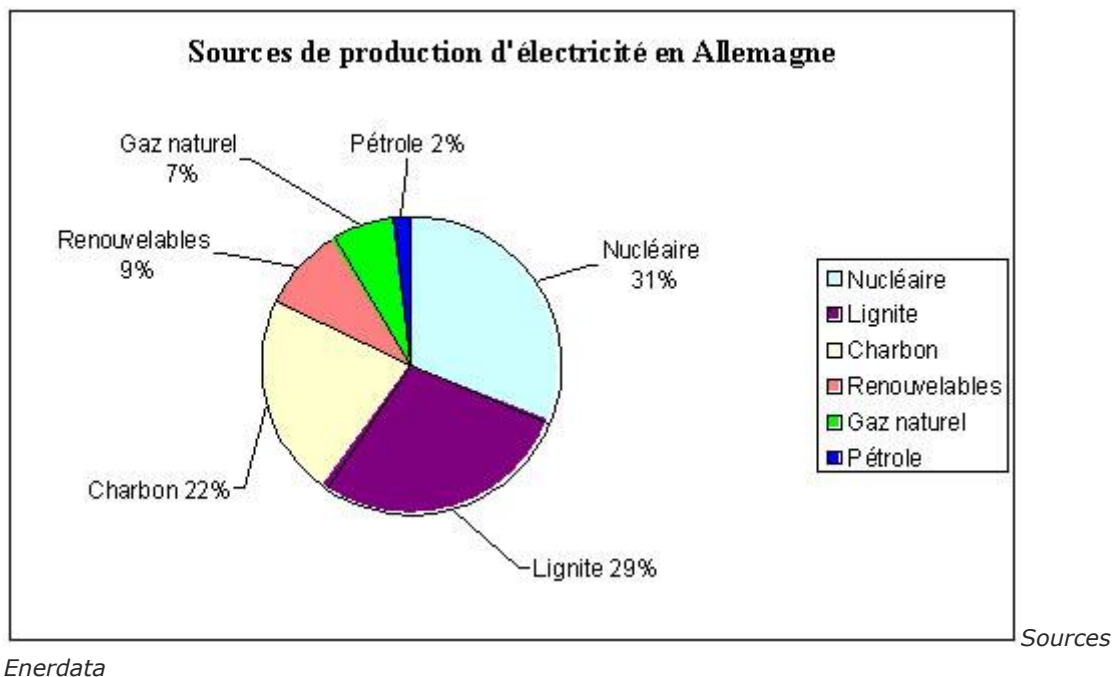
1. L'Allemagne doit faire face à une hausse de sa dépendance énergétique

Contrairement à l'image dominante d'un pays respectueux de l'environnement et proche de la nature, l'Allemagne n'est pas un pays particulièrement "vert" du point de vue énergétique. L'Allemagne émet 40% de gaz à effet de serre de plus que la France. L'Allemagne est en réalité le premier consommateur d'électricité primaire en Europe après la Russie et le marché des énergies renouvelables ne représente que 9% de sa production électrique. En réalité, ce pays reste fondamentalement un consommateur d'énergies fossiles avec 82% de ses besoins énergétiques primaires (voir graphique ci-dessous).



L'Allemagne est surtout le deuxième importateur mondial de gaz naturel (9% du marché mondial) après les Etats-Unis (11%), car elle ne produit que 18% de ses besoins en gaz dans ses gisements de la mer du Nord. Sa consommation de gaz représente environ 3% du gaz naturel produit mondialement. Ses principaux fournisseurs sont la Russie (40% des importations), la Norvège (35%) et les Pays-Bas (25%). L'Allemagne importe également l'essentiel de ses besoins pétroliers, soit 2,13 millions de barils par jour, et ne produit annuellement que l'équivalent de la production du bassin parisien. 30% de ses besoins pétroliers proviennent de Russie.

Ce sont donc pratiquement 20% des besoins énergétiques primaires allemands qui sont en réalité fournis par la Russie. Cette situation explique la forte sensibilité allemande aux problèmes russes et l'impression de confusion, voire d'ambivalence, qui semble dominer la politique énergétique allemande à l'égard de ce pays. L'Allemagne est à la fois le pays du compromis avec Gazprom et celui qui, conscient de sa faiblesse et de celle de l'Europe, tente de trouver des solutions alternatives aux hydrocarbures russes.



Le gaz importé de Russie permet de chauffer un foyer allemand sur deux ; ce qui explique sa part limitée dans la production d'électricité. La peur de la coupure de gaz est donc forte dans l'opinion publique allemande et explique aussi la stratégie de rapprochement d'E.ON Ruhrgas avec Gazprom et l'émergence de projets communs comme le gazoduc baltique dit NEGP [\[7\]](#) ou North European Gas Pipeline.

L'Allemagne est, en effet, consciente que sa dépendance énergétique extérieure ne fait que croître et qu'elle sera de plus en plus dépendance du partenaire commercial russe si aucune solution alternative ne vient bouleverser la donne dans les dix prochaines années. Le taux de dépendance allemand est ainsi passé de 12,2% de ses besoins primaires en énergie en 1960 à 50,6% en 1978, 61,1% en 1998 et près de 65,1% en 2005 [\[8\]](#).

La décision prise en juin 2000 d'arrêter définitivement le nucléaire devrait contribuer à dégrader plus encore les positions allemandes. Conformément à la loi sur le nucléaire, les 17 réacteurs existants doivent être mis hors service d'ici à 2020. Si la part d'énergies renouvelables dans la production d'électricité devait passer de 9% à 25% en 2020, comme le prévoient les autorités allemandes, l'Allemagne devrait investir au moins 100 milliards d'euro pour parvenir à un tel résultat contre "seulement" 68 milliards d'euro pour prolonger la vie des réacteurs nucléaires ; ce qui paraît difficile au regard du niveau d'endettement public de ce pays et des besoins financiers toujours très importants de l'Allemagne orientale [\[9\]](#).

2. La question énergétique russe au coeur des préoccupations allemandes

La présidence allemande est supposée s'inscrire dans la continuité du partenariat énergétique conclu entre l'Union européenne et la Russie lors du sommet de Paris du 30 octobre 2000.

Ce sommet représentait les premiers pas concrets du partenariat russo-européen sur un sujet jugé prioritaire par les deux parties : l'énergie. Pour les Européens, dans un contexte d'accroissement régulier de la consommation énergétique et de fragilité de leurs sources d'approvisionnement, l'Union européenne avait jugé, lors du lancement de ce partenariat énergétique alors qualifié de "Plan Prodi", qu'elle avait intérêt à augmenter ses approvisionnements en provenance de Russie afin de s'assurer des livraisons régulières, en provenance d'un pays proche et jugé en voie de stabilisation politique. Romano Prodi avait même évoqué en octobre 2000 le doublement des volumes exportés par la Russie vers l'Union pour que la Russie puisse subvenir à terme à 40% de la consommation énergétique européenne. Pour la Russie, cette demande européenne répondait à la nécessité d'accroître ses livraisons d'hydrocarbures, source majeure de devises pour une économie dont les échanges commerciaux sont très largement basés sur la rente énergétique [\[10\]](#).

Or, de nombreux incidents politico-énergétiques ont émaillé les années 2005 et 2006 et entretiennent l'inquiétude, voire la méfiance, à l'égard de la politique énergétique russe. On peut citer la crise ukrainienne de décembre 2005/janvier 2006, la reprise en main complète du secteur énergétique par le pouvoir russe, l'arrêt des investissements des compagnies occidentales pétrolières et gazières sur le territoire russe ou les coupures gazières du 18 janvier 2006 liées à des ruptures de conduites. Poursuivant cette politique de fermeté, dans la nuit du 6 au 7 janvier 2007, Transneft, entreprise monopolistique russe des oléoducs, a fermé l'oléoduc Droujba ("amitié" en russe) qui relie les champs pétrolifères de Sibérie occidentale aux raffineries européennes. Cette mesure a achevé d'instaurer un climat de défiance entre Russes et Européens sur les questions d'énergie.

Cette fermeture était liée au différend qui opposait la Russie à la Biélorussie sur le transit du pétrole russe. Au début de l'année, la société russe Gazprom avait augmenté le prix du gaz livré à la Biélorussie de 46 à 100 dollars par millier de mètres cubes. La Russie avait également introduit une taxe de 180 dollars par tonne de pétrole exportée à travers la Biélorussie. Gazprom affirmait que cette augmentation était destinée à empêcher la Biélorussie de revendre au prix mondial le pétrole importé de Russie à prix préférentiel. En riposte, le gouvernement biélorusse a décidé d'imposer une taxe de transit de 45 dollars par tonne de pétrole livrée par la Russie à l'Union européenne. Il a dû renoncer à ce projet et finalement céder aux injonctions russes.

L'Allemagne, comme d'ailleurs d'autres pays membres de l'Union européenne, dépend très fortement de cet oléoduc qui a une capacité de transit de 1,8 million de barils par jour et qui couvre un cinquième de son approvisionnement pétrolier et au total 12,5% des besoins pétroliers de l'Union européenne.

Durant cette crise pétrolière entre la Russie et la Biélorussie, Angela Merkel a fait remarquer que le conflit énergétique entre ces deux pays montrait que l'Allemagne ne pouvait pas se rendre dépendante d'un seul fournisseur d'énergie et qu'elle faisait effectivement de la sécurité énergétique un thème prioritaire de la présidence allemande de l'Union européenne.

L'Association fédérale des consommateurs d'énergie (VEA) a également mis en garde contre une dépendance accrue de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie en matière de gaz et de pétrole. Récemment, le président de la VEA, Manfred Panitz, a déclaré : "ce que la Russie fait aux anciens Etats soviétiques pourrait nous arriver à nous. Dépendre de la Russie est dommageable, je considère cela inquiétant".

3. L'Union européenne attend de l'Allemagne qu'elle réagisse au risque d'insécurité énergétique russe

L'émergence d'une politique énergétique réellement européenne se fait attendre. La coupure d'électricité du 4 novembre 2006 a montré, en manquant de plonger l'Europe dans le noir, que les objectifs d'une Europe efficace sur le plan énergétique n'étaient toujours pas atteints. L'actualité est au contraire dominée par les phénomènes de concentration capitaliste opposant les Etats les uns aux autres au travers de leurs entreprises ou les perspectives de libéralisation des marchés européens de l'énergie au 1er juillet 2007 qui donnent lieu à des débats dans différents pays européens.

L'Allemagne, comme d'autres pays membres de l'Union, est soupçonnée par ses partenaires de développer une stratégie de cavalier seul. Ainsi, la tentative de rachat de l'espagnol ENDESA par le groupe allemand E.ON soulève de nombreuses oppositions dans la péninsule ibérique. L'italien ENEL est d'ailleurs venu au secours d'ENDESA en rachetant 9,99% du capital de cette entreprise le 27 février 2007 pour appuyer le principal actionnaire, le groupe de BTP ACCIONA qui est détenteur de 21% du capital, et garder l'entreprise sous drapeau espagnol.

D'autres projets allemands à l'égard de la Russie sont également loin de faire l'unanimité chez les partenaires européens de l'Allemagne. Le projet de gazoduc nord-européen est celui qui suscite le plus d'oppositions [11] car il est considéré par les pays baltes, la Pologne et les pays scandinaves comme contraire aux intérêts de l'Union européenne. La défiance à l'égard de ce projet a poussé la Pologne à annoncer le 18 janvier 2007 qu'elle négociait avec l'Algérie des livraisons de gaz liquéfié pour diversifier ses sources d'approvisionnement. [12] Ces oppositions sont de plus entachées de soupçons plus stratégiques à l'égard de la Russie. Le 25 octobre 2006, le gouvernement russe a en effet indiqué que la marine russe assurerait la sécurité du chantier. De multiples protestations des pays riverains ont été adressées à l'Allemagne, car ces pays craignent pour leur sécurité militaire, en particulier la Suède.

La Suède et la Pologne ont également indiqué qu'elles refusaient de donner leur accord au projet tant que des études environnementales ne seraient pas menées. Le gazoduc sous-marin, long de quelques 1

200 kilomètres, doit passer par les eaux territoriales suédoise, finlandaise et danoise. Les différents pays traversés craignent des conséquences pour la faune et la flore marines, et les conséquences d'un chantier réalisé au milieu d'une zone où des milliers de tonnes d'armes chimiques ont été déversées après la Seconde Guerre mondiale.

En réalité, il ne s'agit pas de désigner l'Allemagne comme l'allié privilégié des Russes [13], mais d'apprécier la capacité du pays et de ses partenaires européens à négocier ensemble la défense de leurs intérêts avec la Russie du président Poutine et de son éventuel successeur après l'élection présidentielle de 2008, sans pour autant donner l'impression de ramener le débat énergétique sur le terrain de la Guerre froide.

Mais la récente visite d'Angela Merkel à Vladimir Poutine le 21 janvier 2007 à Sotchi [14] a montré que la négociation était des plus délicates. Il est donc peu probable que la présidence allemande débouche sur un quelconque bouleversement de la politique européenne à l'égard de la Russie. Pour l'Allemagne, comme pour les autres pays européens, priorité doit donc rester à la diversification et à la limitation de la consommation énergétique, à condition de s'en donner vraiment les moyens, car l'Union européenne a tout à redouter d'une Russie qui ne serait plus en mesure d'honorer ses contrats, pour des raisons politiques, techniques ou commerciales.

[1] L'auteur s'exprime ici à titre personnel ; ses propos n'engagent pas l'institution pour laquelle il travaille.

[2] www.eu2007.de : « des innovations sont particulièrement nécessaires dans le domaine de l'énergie. Les prix élevés de l'énergie, la sécurité de l'approvisionnement en énergie qui devient de plus en plus préoccupante et les grands défis en matière de protection de l'environnement soulignent la nécessité de pratiquer une politique énergétique européenne commune. Le Conseil européen de mars 2007 adoptera un plan d'action Énergie. Une attention particulière sera accordée aux progrès en matière d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables. La fixation d'autres objectifs concernant le développement des énergies renouvelables dans l'Union européenne est primordiale pour la présidence allemande de l'Union européenne. On se penchera également sur l'utilisation des énergies renouvelables pour le chauffage et le refroidissement ainsi que l'utilisation renforcée de la biomasse et des biocarburants »

[3] Voir, à ce titre, Christophe-Alexandre PAILLARD, "Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique", revue Russie NEI.Visions n°17, mars 2007, IFRI, info.russie.nei@ifri.org

[4] Angela Merkel, chancelière, a fait des études de physique à l'université de Leipzig (RDA) de 1978 à 1986. Elle est docteur en physique et a rédigé une thèse sur le calcul des constantes de vitesse des réactions élémentaires des hydrocarbures simples. Elle a travaillé jusqu'en 1990 à l'institut central de chimie et de physique à l'académie des sciences de RDA. Le choix de cette thématique relative aux hydrocarbures pour son doctorat est comme un clin d'œil de l'histoire à la présidence allemande de l'UE en 2007.

[5] Voir comité d'études des relations franco-allemandes (www.ifri.org)

[6] L'Italie partage avec l'Allemagne et la Belgique cette "ambiguïté". Un partenariat industriel et politique privilégié s'est instauré entre l'Italie et la Russie sur ces questions énergétiques, formalisé par l'accord gazier du 15 novembre 2006. Gazprom s'est fortement rapproché de l'ENI et de sa filiale parapétrolière SAIPEM. Les quatrièmes consultations russo-italiennes entre le Président Poutine et le Président du Conseil Romano Prodi des 13/14 mars 2007 ont débouché sur la signature d'un accord de partenariat nucléaire entre la compagnie ENEL et l'agence fédérale russe de l'énergie atomique.

[7] Le 8 septembre 2005 a été signé à Berlin entre le président russe Vladimir Poutine, le Chancelier allemand Gerhard Schröder et les représentants de Gazprom, E.ON Ruhrgas et Wintershall (filiale de BASF), l'accord portant création du gazoduc nord-européen ou NEGP destiné à relier directement la Russie à l'Allemagne, via la mer Baltique, en évitant la Pologne et les Etats baltes. Gazprom a acquis 51% des actions de la société mixte créée à cette occasion, les deux autres se répartissant 24,5% chacune. Le gazoduc nord-européen est supposé transporter 55 milliards de m³ de gaz en 2013. Il n'y a toutefois pas à ce jour d'engagements concrets de transport, à l'exception des 10 milliards de m³ prévus de Wingas, société russo-germanique liée à Gazprom.

[8] Sources : Banque mondiale.

[9] L'effort en faveur des énergies renouvelables s'est très fortement accru depuis 2004. Selon les dernières estimations du bureau européen de l'environnement, elles représenteraient 7,7% des besoins énergétiques allemands en 2006 et 11,5% de l'électricité produite.

[10] Le dialogue énergétique entre la Russie et l'UE met l'accent sur les aspects suivants :

- Refonte des "monopoles naturels" et ouverture du marché énergétique russe à une concurrence accrue.
- Amélioration de l'environnement économique; garantie d'un pouvoir judiciaire indépendant et efficace.
- Amélioration du climat d'investissements (ratification par la Russie de la Charte de l'énergie, possibilité de mise en œuvre d'une procédure rapide de résolution des litiges entre Russie et UE ; adoption ou

reconnaissance des règles de comptabilité internationales.).

- Coopération dans le domaine du changement climatique et de la sûreté.
- Maintenir et développer le concept de contrats d'approvisionnement à long terme.
- Obtenir une expertise et des conseils indépendants en ce qui concerne les monopoles énergétiques et l'ouverture progressive des marchés intérieurs à la concurrence.
- Attirer les investissements pour permettre à la Russie d'accroître ses exportations de pétrole et de gaz par une réorientation de sa production énergétique et de ses systèmes de consommation.
- Dépasser son rôle traditionnel d'exportateur d'énergie primaire. La Russie s'intéresse aux transferts de technologies qui pourraient lui permettre d'augmenter la part de ses exportations à plus forte valeur ajoutée (produits raffinés et pétrochimiques) et de développer chez elle la production d'électricité (notamment à partir du charbon et de sources nucléaires).

Le dialogue énergétique a porté création d'un Conseil permanent de partenariat des ministres de l'énergie, dont la première réunion s'est tenue en octobre 2005.

[11] Pour plus de précision sur le NEGP, voir Céline Bayou, « Pologne : la gazoduc nord-européen concourt à la décomposition de l'UE », <http://www.regard-est.com> 1er septembre 2006.

[12] « La Pologne ne se connectera pas au NEGP et cherche une solution de rechange au gaz russe », avait déclaré mi-octobre à Moscou le président du Sénat polonais, Bogdan Borusiewicz. « Nous ne nous connecterons pas au Gazoduc nord-européen, puisque cela ne nous donne rien » <http://news.independent.co.uk/europe/article361201.ece>

[13] Certains sites internet font littéralement du « German bashing » sur ce sujet. La revue « De defensa », dans son article du 1er mai 2006, rappelle d'ailleurs certains commentaires récents du ministre de la défense polonais Radek Sikorski qui fait le lien entre le gazoduc NEGP et le pacte germano-soviétique, montrant ainsi l'extrême sensibilité politique de ce sujet
: http://www.dedefensa.org/article.php?art_id=2660

[14] L'Allemagne réclamait une plus grande consultation entre Moscou et l'UE en la matière ainsi que des « mécanismes contraignants de règlements de crise » afin d'éviter que les précédents de la guerre gazière russo-ukrainienne de janvier 2006 et du conflit russo-biélorusse ne se reproduisent, avec des ruptures d'approvisionnement à la clef. L'Allemagne souhaite intégrer un chapitre sur la coopération dans le domaine énergétique dans l'accord de partenariat stratégique UE-Russie.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN